

# Investissements croisés France-Chine : entre dynamisme et dissymétrie

*Si les chiffres officiels ne permettent pas d'en mesurer pleinement l'ampleur et malgré un ralentissement cette année, les investissements croisés connaissent une progression forte et dissymétrique. Le stock d'IDE français en Chine est bien supérieur au stock d'IDE chinois en France en raison de l'ancienneté de la présence française en Chine, mais cette tendance pourrait s'inverser, les flux d'IDE chinois en France étant aujourd'hui plus dynamiques. Par ailleurs, les investisseurs français, et plus largement européens, ne bénéficient pas du même niveau d'ouverture en Chine que leurs homologues chinois sur le marché français et européen.*

## I- Investissements français en Chine : une présence forte mais en ralentissement

La présence française en Chine est ancienne ; les entreprises françaises s'y sont très tôt impliquées dans des projets emblématiques (construction de la centrale nucléaire de Daya Bay par EDF initiée en 1994). En 2014 selon l'INSEE, plus de 1 800 entreprises françaises, essentiellement des grands groupes, sont présentes en Chine, générant près de 64 milliards d'euros de chiffre d'affaires et près de 500 000 emplois. L'Allemagne reste cependant de loin le premier investisseur européen en Chine. La majorité des investissements français se concentre autour des provinces côtières et des grandes métropoles. Cette présence est très diversifiée sectoriellement (agroalimentaire, industrie, transports, urbanisation, grande distribution, services financiers) et les modes d'implantation varient (capitaux 100% français ou co-entreprise avec un partenaire chinois). Les investissements français en Chine semblent ralentir ces deux dernières années, sous l'effet de divers facteurs : perte de compétitivité, saturation de certains marchés, lassitude face aux difficultés du climat des affaires. La même tendance s'observe pour les autres pays européens.

## II- Investissements chinois en France : un phénomène récent et croissant

Marginaux il y a encore dix ans, les investissements chinois à l'étranger ont connu ces dernières années une progression fulgurante. En 2017, suite aux mesures des autorités chinoises pour contrôler les sorties de capitaux et pour encadrer la politique d'investissement à l'international des groupes chinois, on observe une baisse de près de 40% des flux depuis le début de l'année selon le Ministère chinois du commerce (Mofcom). La Chine devrait devenir néanmoins devenir le 1<sup>er</sup> investisseur mondial en stocks d'ici 2020. En France, le stock des IDE chinois représentait encore moins de 1% des stocks totaux d'IDE fin 2016 selon la Banque de France (6 Mds € en incluant Hong-Kong) mais ce chiffre pourrait être très en-deçà de la réalité en raison de la part des investissements qui passeraient par des canaux indirects. Des opérations spectaculaires sont à souligner. Parmi les plus récentes on compte notamment la prise de participation de Jin Jiang au capital d'Accor, le rachat du groupe SMCP (Maje et Sandro) par Shandong Ruyi, le projet du groupe Wanda avec Auchan dans le parc EuropaCity et la décision de BYD de construire une usine d'assemblage de bus électriques près de Beauvais.

Fin 2016, les 700 filiales d'entreprises chinoises et hongkongaises établies en France employaient plus de 45 000 personnes - dont 10 000 pour le groupe hôtelier JinJiang. Selon Business France, les investisseurs chinois créaient ou maintenaient autant d'emplois en France qu'au Royaume-Uni mais moins qu'en Allemagne. L'attrait d'un grand marché très bien connecté au reste de l'Europe reste une motivation essentielle pour de nombreuses entreprises, de même que le souhait d'acquérir des technologies avancées et des marques. De nombreuses entreprises chinoises choisissent la France pour implanter des centres de R&D (Huawei, TCL) et tirer parti d'une main d'œuvre qualifiée et de clusters technologiques. Des entreprises en difficulté ont aussi été reprises par des groupes chinois (par exemple CTI<sup>1</sup> par Yantai Taihai). Enfin, l'implantation à Paris de quatre banques chinoises est aussi motivée par la proximité du continent africain.

Clause de non-responsabilité - Le service économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

<sup>1</sup> Chaudronnerie et la tuyauterie industrielle